



Pays: Madagascar
PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2022

Titre du Projet :	Renforcement de résilience territoriale pour le développement durable de la Région Anosy
Effet(s) UNSDCF :	<p>Outcome 1.1 : D'ici 2030, les institutions nationales sont efficaces, responsables, transparentes et agissent dans un cadre constitutionnel et légal, dans l'observation de l'état de droit et le respect des droits l'homme, l'égalité de genre, la durabilité environnementale afin d'assurer une assise de légitimité politique.</p> <p>Outcome 3.3 : D'ici 2030; l'accès des jeunes à des emplois décents, productifs, durables et résilients est accru par le développement de l'entrepreneuriat et la mise en œuvre de mesures visant à accélérer la transition de l'économie informelle à l'économie formelle</p> <p>Outcome 4.2 : D'ici 2030, les acteurs aux différents niveaux mettent effectivement en pratique les mesures de conservation, de préservation et de valorisation de la biodiversité et du capital naturel pour que l'environnement et les ressources naturelles soient piliers de la croissance économique, du développement durable et des meilleures conditions de vie des populations</p>
Effet(s) Escomptés CPD 2021 - 2023 <i>(Those linked to the project and extracted from the CPD)</i>	<p>Effet 1 : Faire des progrès dans l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions.</p> <p>Effet 2 : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable.</p> <p>Effet 3 : Renforcer la résilience face aux crises et aux chocs.</p>
Produits attendus: <i>(Those that will result from the project and extracted from the CPD)</i>	<p>Produit 1.2. Les acteurs du système judiciaire sont davantage en mesure d'élargir l'accès à la justice, de promouvoir l'état de droit et de lutter contre la corruption et les inégalités, en portant une attention particulière aux femmes et aux groupes marginalisés.</p> <p>Produit 1.3. Aux niveaux national et décentralisé, les institutions disposent des compétences et des outils nécessaires, notamment numériques (gouvernance électronique), pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer efficacement les politiques publiques, ainsi que pour mobiliser des ressources financières afin d'améliorer la prestation des services publics de base.</p> <p>Produit 1.4. Les acteurs essentiels du système judiciaire et de sécurité, les OSC et les communautés disposent de capacités accrues pour appliquer et faire respecter la loi en vue d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.</p> <p>Produit 2.1. Mesures innovantes en place pour accroître l'autonomisation des femmes et des jeunes et leur participation aux procédés de développement économique dans le secteur de l'économie verte et bleue.</p> <p>Produit 2.2. Solutions inclusives et durables adoptées dans les zones d'intervention pour accroître l'accès aux énergies renouvelables.</p> <p>Produit 2.3. Mesures en place pour donner des perspectives commerciales durables aux particuliers et aux micro/petites et moyennes entreprises (MPME).</p>

	<p>Produit 3.1. Solutions étendues pour la gestion durable des paysages, y compris les zones protégées terrestres et marines, les zones labellisées, les zones humides et les zones de captage, grâce au reboisement et à la prévention des feux de forêt.</p> <p>Produit 3.2. Les communautés ciblées bénéficiant d'un soutien pour accéder à la terre, au capital, à l'eau ; ainsi que pour gérer durablement les ressources naturelles.</p> <p>Produit 3.3. Renforcement des capacités des institutions nationales et locales à faire face aux changements climatiques et aux risques de catastrophes.</p>
Implementing Partner (Partenaire de mise en œuvre) :	11093 MID (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation)
Parties Responsables	11093 MID (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation) représenté par son démembrement : le Gouvernorat de la Région Anosy

Brève Description

Malgré les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté après une série de crises politiques, Madagascar continue de se heurter à des difficultés importantes qui se caractérisent par la détérioration de l'environnement des affaires, la croissance de la population, aggravées par le COVID-19. Les régions Sud de Madagascar où sévissent régulièrement une sécheresse et de graves problèmes de malnutrition chronique (Phénomène de Kere) sont sous les projecteurs du Gouvernement et du PNUD.

Pour un niveau d'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (basée sur la privation en santé, éducation et en conditions de vie) estimé à 70,3% pour l'ensemble de l'île en 2018, les taux équivalents sont respectivement de 82,6% pour la région Anosy, 86,3% pour Atsimo Andrefana, et surtout 91,7% pour l'Androy. Ce niveau de pauvreté est amplifié par la faiblesse de la gouvernance territoriale et de la réglementation, la décentralisation non effective, le manque d'infrastructures essentielles, l'insécurité, la détérioration des ressources naturelles et les effets néfastes de changements climatiques et les catastrophes.

En outre, la faiblesse des revenus, l'insécurité alimentaire, la croissance démographique et l'immigration économique sont les principaux facteurs de pauvreté qui fragilisent les ménages. Pour eux, la minimisation des coûts d'approche et des durées de travail familial deviennent prioritaires. Le défrichement leur apparaît ainsi comme la meilleure alternative. Cette technique étant peu productive, et sans possibilité de dégager une épargne, les ménages stagnent en état de subsistance permanente, puis perpétuent le défrichement. Ces migrations vers les autres régions constituent un des moteurs de déforestation et une menace par l'infiltration dans les aires protégées.

Enfin, il convient de mentionner la prise en compte des femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, reste encore marginaliser face aux violences basées sur le genre et d'autres formes d'abus, mais ne laisse pas aussi l'opportunité aux femmes d'assumer leurs rôles économiques et sociaux au sein de leurs familles et de leurs communautés.

En réponse à ces défis, le Portefeuille -3 : « Renforcement de la résilience pour l'émergence économique régionale et le développement territoriale » qui découle du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2021-2023 (UNSDCF) convenu entre le Gouvernement de Madagascar et le Système des Nations Unies et le Document de Programme du bureau pays du PNUD (CPD), a été élaboré après la consultation de toutes les parties prenantes au niveau régional. Il s'articule aux priorités régionales et locales et s'aligne au Plan d'émergence du Sud. Il apporte des solutions concrètes et durables aux difficultés qui plombent le développement des régions du Sud, mais contribue aussi au développement durable des Communes touchées de la région Analamanga. Le Portefeuille vise à répondre aux besoins urgents de la population à travers les interventions qui seront mises en œuvre dans les quatre régions cibles (Atsimo Andrefana, Androy, Anosy et Analamanga). Il s'agit de (i) Renforcer la gouvernance locale ;(ii) Dynamiser le tissu économique local et améliorer l'accès aux moyens de production ;(iii) Préserver la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles ;(iv) Renforcer la résilience aux risques et catastrophes.

Le projet Anosy fait partie des projets territoriaux de ce Portefeuille 3. Il vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance territoriale et locale et du bien-être humain de la population locale, au développement économique durable, à la préservation des richesses en biodiversité, au renforcement de la résilience territoriale face aux risques et catastrophes, et à la réduction du taux de la pauvreté.

Le projet a pour objectifs de :

- Asseoir une gouvernance locale en renforçant les capacités des autorités au niveau local et régional et qu'ils sont mieux outillés en matière de mise en œuvre de plan de développement local, et que la population a accès à des services de proximité, transparent et promouvant les droits humains ; et que des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix sont effectifs et opérationnels ;

- Améliorer les conditions de vie des communautés en dynamisant le tissu économique local et que les initiatives de valorisation et de transformation dans les chaînes de valeurs vertes et bleues promues, l'accès aux moyens et facteurs de production facilités, et que les infrastructures structurantes sont développées ;
- Réduire considérablement les pressions et menaces sur le capital naturel en renforçant les mesures de conservation, de valorisation et de gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité, et que les pressions et menaces sur le capital naturel sont réduites, la résilience contre le changement climatique et les autres catastrophes naturelles est améliorée.

Le projet focalisera ses interventions au niveau de trois districts et huit communes rurales qui ont été priorisés avec les autorités et les acteurs territoriaux, à savoir :

- Le district de Fort-Dauphin : la Commune d'Andranobory et de Manantenina.
- Le district d'Amboasary Atsimo : la Commune de Maromby, de Behara, de Tsivory et d'Ifotaka.
- Le district de Betroka : la Commune d'Isoanala et de Mahabo.

Le projet sera mis en œuvre sous la modalité NIM (Mise en Œuvre Nationale) avec l'assistance du PNUD. Il a son ancrage institutionnel national au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, et son ancrage territorial au Gouvernorat de la Région Anosy.

Project Period: 01 Octobre 2021 – Décembre 2023	Budget du PTA 2022 : US\$ 1 140 500
Atlas Award ID: 00141252	Contribution du PNUD : US\$ 812 500
Date de la réunion du Comité Local d'Examen du Portefeuille (CLEP) : 07 février 2022	Gouvernement:
Date de la réunion du Comité de projet Anosy : 21 février 2022	Bailleurs:
	Autres:
	- financement PBF PROSUD (US\$ 17 000)
	- Co-financement GEF PACARC (US\$ 31 000)
	- Co-financement RFF (US\$ 20 000)
	- Co-financement SDG Fund (US\$ 200 000)
	- A mobiliser : US\$ 60 000

Agreed by (Government) : Raharimbola Jocelyn, Gouverneur de la Région Anosy



Agreed by (UNDP) : Henry René Diouf, Représentant Résident Adjoint

I. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2022

EXPECTED OUTPUTS	ACTIVITES PLANIFIEES		CHRONOGRAMME				PARTIES RESPON SABLES	BUDGET PLANIFIE					Repartition budget					
	Activités	Actions/Sous activités	T	T	T	T	Source de fonds	Donor	Ligne budgétaire	Description de budget	Montant USD	TRAC 1	Projet en cours					
			1	2	3	4							PRO SUD	PAC ARC	RFF	SDG FUND	A mobiliser	
PILIER 1 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE																		
Output 1 : Les institutions infranationales, les collectivités et les acteurs locaux sont mieux outillés pour asseoir l'état de droit, la paix et prévenir les conflits. Gender marker : 2 Indicateur 1.1 : Nb Dina appuyé Baseline : 0 Target : 1	1.1 Activité : Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des Dina	1.1.1. Appuyer la région Anosy dans la vulgarisation, mise en œuvre et suivi de l'application du DINA MIRAY (Dinam-paritra): - Information et appropriation au niveau des 3 Districts - Sensibilisation sur le Dina - Duplication du Dina					REGION PREFE CTURE DISTRICTS COMMUNE S DINA FDS PNUD	TRAC1	PNUD	75.700	Workshop	8.000	8.000					
								TRAC1	PNUD	71.600	travel	5.000	5.000					
								TRAC1	PNUD	74.200	Audio Visual& Print Prod Costs	5.000	5.000					
								TRAC1	PNUD	75.700	Workshop	15.000	15.000					
Indicateur 1.2.2 : Nb Clinique Juridique entretenu Baseline : 2 Target : 2 Indicateur 1.2.3 (CPD 1.2.2) : Nb nouvelles personnes (ventilées par sexe et groupes marginalisés) ayant accès à la justice avec le soutien du PNUD par des systèmes formels et informels. Baseline : 0 Target : 1200 formel;	1.2 Activité : Renforcer les actions en faveur de prévention des conflits et de la consolidation de la paix, à travers la redynamisation des clinique/kiosques juridiques	1.2.1 : Réaliser des activités de rapprochement de la population avec les FDS : formation des comités de vigilance, dialogue communautaire (Titiky...) 1.2.2. Appuyer la structuration des jeunes et leurs l'implication dans les mécanismes endogènes de concertation et de					TPI PNUD ONG ACDEM ONG Trano Aro Zo	TRAC1	PNUD	72.600	Grants	20.000	20.000					10.000
								A mobiliser		72.600	Grants	10.000						
								TRAC1	PNUD	71.600	travel	10.000	10.000					
								TRAC1	PNUD	71.600	travel	10.000	10.000					

<p>Output 3 : Les infrastructures au niveau local sont développées et l'accès aux moyens, technologies innovantes de production facilitée pour permettre la relance des activités économiques et la création de valeurs ajoutées.</p> <p>Gender marker : 2</p> <p>Indicateur 3.1: Nombre d'infrastructures structurantes développées et opérationnelles Baseline : 0 Target : 1</p> <p>Indicateur 3.2 : Nombre de nouvelles infrastructures d'eau mise en place / réhabilité Baseline : 0 Target : 8</p> <p>Indicateur 3.3.1 (CPD 2.3.1) : Nombre de ménages bénéficiant d'un accès à une énergie innovante, propre, abordable et durable. Baseline : 0 Target : 100</p>	<p>3.1 Activity : Mettre en place des infrastructures essentielles permettant l'évacuation de la production et un gain de productivité</p>	<p>3.1.1. Réhabiliter/Entretien des pistes rurales</p>	<p>Région DRTP</p>	TRAC1	PNUD	73.400	Rental & Maint of Other Equip	5.000	5.000											
				A mobiliser			71.600	Travel	5.000											5.000
				TRAC1	PNUD	71.600	Travel	20.000	20.000											
				TRAC1	PNUD	72.100	Service contract	100.000	100.000											
				TRAC1	PNUD	71.600	Travel	20.000	20.000											
<p>3.2 Activity : Mettre en place des infrastructures hydroagricoles et des infrastructures d'eau à multusage</p> <p>3.2.1. Réhabiliter des infrastructures agricoles pour renforcer la capacité de production de la population</p> <p>3.2.2. Construire des forages mécaniques multusages fonctionnant avec une source d'énergie solaire</p> <p>3.2.3. Former les bénéficiaires à la maintenance et entretiens des infrastructures et des matériels</p>	<p>DREAH DRAE ADER</p>																			

Indicateur 7.3.3 (CPD 3.2.2) : Nombre de nouveaux ménages ayant accès à des moyens de production (terre, capital, travail)
 Baseline : 0
 Target : 200

SOUS TOTAL PILIER 3

17.000

PILIER 4 : RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AUX RISQUES ET CATASTROPHES

Output 8 : Des initiatives pour faire face au Changement Climatique et aux RC sont promues au niveau local afin de renforcer la résilience des communautés.
 Gender marker : 2

Indicateur 8.1 : Nombre de nouveaux acteurs locaux (STD, CTD, OSC, Secteur Privé) aptes à promouvoir la lutte contre le CC
 Baseline : 0
 Target : 60

Indicateur 8.2 : Nombre de nouvelles techniques/technologie s adaptées promues et adoptées
 Baseline : 0
 Target : 3

Indicateur 8.3 (CPD 3.3.2). Nombre d'instruments en place pour un système d'alerte avancée multirisque et axé sur l'être humain.
 Baseline : 0
 Target : 2

8.1 Activité :
 Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de changement climatique pour atténuer, pour faire face et pour s'adapter aux risques de catastrophes

8.1.1 Mettre en œuvre un programme de formation/recyclage à l'attention des autorités, des cadres techniques régionaux et des responsables des différents projets/programmes intervenant dans les communes cibles en matière de CC ;

8.1.2 Identifier des animateurs relais et Renforcer leurs capacités afin de mener des de sensibilisation/éducation sur le changement climatique au niveau local en matière de CC ;

8.2 Activité :
 Promouvoir et renforcer les actions, les technologies et les techniques de production adaptées, en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique afin d'améliorer la résilience des communautés

8.2.1 Mettre en place et accompagner les champs écoles/Ferme écoles paysannes afin de faciliter le transfert des techniques/technologies de production adaptées;

8.2.2 Promouvoir et appuyer les initiatives communautaires résilientes au CC dans le domaine de l'économie verte et/ou de l'économie bleue;

DREDD
DRTM
PNUD

TRAC1
A mobiliser

PNUD

75.700

Workshop

9.000

10.000

10.000

DREDD
DRTM
PNUD

PACAR C

GEF

71.600

Travel,

1.000

1.000

1.000

DRAE
DRPEB
DRIC
...
DREDD
PNUD

PACAR C

GEF

75.700

Workshop

15.000

15.000

15.000

PACAR C

GEF

71.600

Travel

10.000

10.000

10.000

GESTION DU PROJET																			
Le projet est bien géré	Service contract individuel									TRAC1	PNUD	71.400		135.000	135.000				
	Communication									TRAC1	PNUD	72.400		5.000	5.000				
	Equipement et fournitures									TRAC1	PNUD	72.200		15.000	15.000				
	Maintenance des équipements									TRAC1	PNUD	73.400		10.000	10.000				
	Carburant									TRAC1	PNUD	72.300		15.000	15.000				
	Office supplies									TRAC1	PNUD	72.500		7.707	7.707				
	Comité de Pilotage, de projet									TRAC1	PNUD	75.700		3.000	3.000				
	Audit									TRAC1	PNUD	74.100		3.000	3.000				
	Coûts transversaux (yc communication, genre, suivi-évaluation, salaires transversaux) et DPC									TRAC1	PNUD	70.000		151.293	151.293				
	SOUS TOTAL GESTION DE PROJET													345.000	345.000	*	31.000	20.000	200.000
BUDGET TOTAL DU PROJET														1.140.500	812.500	17.000			66.000

RECAPITULATIF BUDGET 2022 :

	Année 1 (2022)	Répartition					
		TRAC	Co-financement PROSUD	Co-financement PACARC	Co-financement RFF	Co- financement SDG Fund	A mobiliser
Pilier 1	129.000	102.000	17.000	0	0	0	10.000
Output 1	100.000	90.000	0	0	0	0	10.000
Output 2	29.000	12.000	17.000	0	0	0	0
Pilier 2	530.000	287.000	0	0	20.000	200.000	23.000
Output 3	362.000	157.000	0	0	0	200.000	5.000
Output 4	135.000	97.000	0	0	20.000	0	18.000
Output 5	33.000	33.000	0	0	0	0	0
Pilier 3	71.000	54.000	0	0	0	0	17.000
Output 6	63.000	53.000	0	0	0	0	10.000
Output 7	8.000	1.000	0	0	0	0	7.000
Pilier 4	65.500	24.500	0	31.000	0	0	10.000
Output 8	58.500	17.500	0	31.000	0	0	10.000
Output 9	7.000	7.000	0	0	0	0	0
Gestion du projet	345.000	345.000	0	0	0	0	0
BUDGET TOTAL	1.140.500	812.500	17.000	31.000	20.000	200.000	60.000

II. GESTION DE LA MISE EN OEUVRE

Le **Comité de Pilotage (CoPil)** est l'organe de décision du Portefeuille 3. Il fournit aux projets un appui stratégique. Il approuve les documents de travail (plans, rapports...) du Portefeuille. Afin d'assurer la responsabilité ultime du PNUD pour les résultats du projet, les décisions du CoPil seront prises conformément aux normes qui garantiront la gestion des résultats du développement, le meilleur rapport qualité-prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et une concurrence internationale efficace. Si un consensus n'est pas possible au sein du Conseil, la décision finale appartient au chef de projet du PNUD.

Le CoPil est co-présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (ou son représentant) et le Représentant Résident Adjoint du PNUD (ou son représentant).

Le CoPil du portefeuille est composé des Secrétaires Généraux des Ministères clefs concernés, des Gouverneurs, des Partenaires clés et du PNUD.

Il est chargé de :

- Soutenir les projets pour les aspects stratégiques et donner des recommandations et des orientations politiques, y compris les objectifs et les priorités, jugés importants pour la mise en œuvre du portefeuille et des projets ;
- Garantir que les actions du portefeuille cadrent bien avec les prévisions et le document du portefeuille et répondent aux besoins des parties prenantes,
- Favoriser l'implication des parties prenantes,
- Faciliter et valider les changements pouvant s'opérer durant la mise en œuvre du projet,
- Assurer le suivi du portefeuille et participer au suivi-évaluation des projets.
- Mener des missions conjointes.

Le **comité de projet** est chargé de prendre des décisions de gestion technique pour un projet, en particulier lorsque le gestionnaire de projet exige des conseils. Le comité de projet joue un rôle essentiel dans le suivi et l'évaluation des projets en assurant la qualité de ces processus et produits, et en utilisant les évaluations pour l'amélioration du rendement, la responsabilisation et l'apprentissage. Il s'assure que les ressources requises soient engagées et arbitre tout conflit au sein du projet ou négocie une solution à tout problème avec des organismes externes. Sur la base du plan de travail annuel approuvé, le comité de projet peut également examiner et approuver les plans trimestriels (le cas échéant) et approuver tout écart essentiel par rapport aux plans initiaux.

Le comité de projet est co-présidé par le Gouverneur de la région Anosy (ou son représentant) et le Représentant Résident Adjoint du PNUD (ou son représentant).

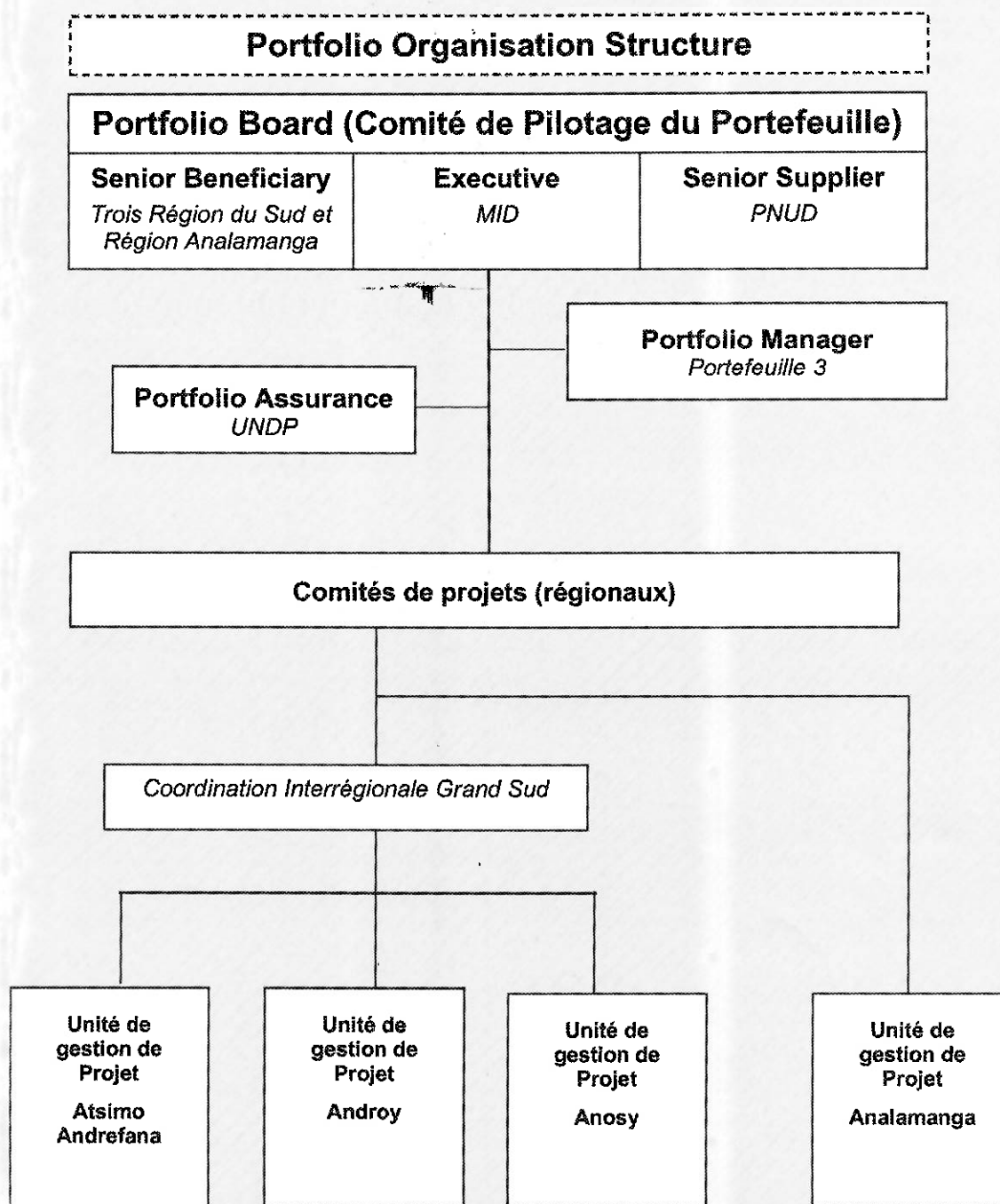
Le comité de projet est chargé de :

- Pré-valider et soumettre au comité de pilotage les planifications (PTA) et les documents techniques du projet ;
- Pré-valider et soumettre au comité de pilotage les révisions des plans de travail et du budget du projet en cours de mise en œuvre dans l'année ;
- Forger des liens entre le Projet et des acteurs gouvernementaux stratégiques compatibles avec les initiatives du projet ;
- Prendre part au processus de suivi et évaluation du projet ;
- Rendre compte auprès des institutions qu'ils représentent sur le progrès du projet et communiquer l'avis de ces institutions au Comité de projet ;
- Tenir des réunions régulières (au moins deux réunions par an) ;
- Superviser la qualité du projet et son orientation.

L'Unité de Gestion du projet (UGP) :

L'UGP assure la mise en œuvre du projet et la gestion efficace des ressources. Elle est composée d'un Chef de projet, d'un Spécialiste en Développement Communautaire, d'un Spécialiste en Environnement/Eau/Changement Climatique, d'un Spécialiste en Gouvernance locale, d'un Spécialistes en appui de proximité, d'un animateur Chaîne de Valeur, d'un Assistant Administratif et Financier et de trois Chauffeurs.

L'UGP travaille en étroite collaboration avec le Directeur Régional du Projet (DRP) et son suppléant (DRPS) d'une part, et de l'équipe d'appui au PNUD d'autre part. Cette dernière est composée de l'équipe de coordination et d'appui interrégional Grand Sud (basée à Ambovombe), et de l'Unité de supervision, d'assurance qualité et d'appui technique (niveau central).



Le comité de projet Anosy

